

les activités d'aide du Canada et celles des institutions multilatérales. De concert avec la Direction des affaires des Nations Unies, elle tient des consultations avec l'ACDI et d'autres ministères concernant l'importance et le rôle des contributions canadiennes à des institutions comme le PNUD, l'UNRWA ou le FISE.

Il existe une variété d'organes intergouvernementaux chargés de l'étude des questions de développement international; le plus important est le Conseil canadien de développement international, qui examine les questions de politique fondamentale et présente des recommandations aux ministres à ce sujet. D'autres comités se réunissent au besoin afin de passer en revue les questions d'aide qui intéressent les ministères: le programme d'aide alimentaire, les programmes touchant des régions particulières ou les besoins de personnel sur place par exemple.

En raison de l'élargissement du programme, les postes diplomatiques du Canada consacrent de plus en plus de temps à l'administration de l'aide. La Direction est le centre des études et de la coordination du ministère à l'égard du travail actuel d'aide extérieure effectué par les missions; elle émet en outre des recommandations pour l'avenir. Au cours de l'année, des dispositions ont été prises en vertu desquelles des agents de l'ACDI sont envoyés sur place en tant que membres à part entière du personnel des ambassades ou des hauts commissariats du Canada afin d'aider à l'administration du programme.

Le Canada participe depuis longtemps aux programmes de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale) et de ses organes affiliés, l'Association internationale de développement et la Société financière internationale. En 1968, des mesures ont été prises afin de renflouer les ressources de l'AID, dont les activités en ce qui concerne les prêts à des conditions favorables ont toujours reçu un ferme appui de la part du Canada. La Banque mondiale a également servi de tribune très utile pour des consultations sur des questions d'aide, grâce aux consortiums et aux groupes consultatifs qu'elle a créés en faveur de certains pays bénéficiaires. Les banques de développement régional constituent une source de financement de plus en plus importante pour les pays en voie de développement; le Canada est membre de la Banque asiatique de développement et utilise les services de la Banque inter-américaine pour fournir de l'assistance-équipement aux pays de l'Amérique latine.

S'ajoutant aux institutions internationales et aux groupes de la Banque mondiale, riches de possibilités en matière de consultations sur les questions d'aide, le Plan de Colombo, premier en date des organismes internationaux d'aide, joue toujours un rôle coordonnateur important. En 1968, la session annuelle de son Comité consultatif a eu lieu à Séoul en Corée. Le Comité d'aide au développement (CAD) est un autre organe coordonnateur important; les pays donateurs membres de l'OCDE s'y réunissent pour étudier leurs problèmes communs et les moyens d'accroître leur programme d'aide au développement. Le CAD et ses sous-comités se réunissent presque toutes les semaines à Paris.

Dans l'objectif international d'aide qui a été fixé à un pour cent du produit national brut du pays donateur, on compte la plupart des